

La Lettre du CAD

N°001 ■ Brazzaville, le 16/06/2021



Annonce

« La Lettre du CAD » est un bulletin d'information et de promotion des activités, analyses et réflexions du Centre d'Actions pour le Développement. Ce bulletin est gratuit.

Le 26 juin prochain, l'humanité célébrera la journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture. Les victimes de la torture n'oublient jamais leurs souffrances. Le CAD fera une déclaration publique à cette occasion commémorative.

Dans ce numéro

P. 2

Nous parlons ici de la ménopause en politique et des activistes en prison, accusés d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat.

P. 3

Il est question des droits existentiels des habitants de la localité de Goma Tsé-tsé et de la problématique de la jouissance des libertés.

La ménopause

La ménopause chez la femme correspond à la fin de la période reproductive. Elle se traduit par l'arrêt définitif des règles et de la perte de la fertilité. Le cycle menstruel disparaît. Dans cette optique, l'évolution n'est plus possible.

Cette allégorie s'applique aussi en politique. L'arrêt de toute faculté de proposer du nouveau. Après 24 ans de règne sans interruption et sans partage (1997-2021), associé à cela près d'une décennie de gouvernance avant, nous constatons que le pays va en reculant. Le système dirigeant a atteint la ménopause. Plus rien ne marche. Education 0, santé 0, emploi 0, protection sociale 0, culture 0, libertés fondamentales 0, développement 0, justice 0 etc.

La loi tend plus à soumettre les populations plutôt qu'à leur octroyer des droits. Les dirigeants nous considèrent comme des vaches à lait, grâce auxquelles ils continuent à s'enrichir et à mener un train de vie insolent du fait de nos impôts et des richesses du pays. Paradoxalement, les populations pataugent dans une misère indescrivable. Le peuple est complice.

QUI PORTE ATTEINTE À LA SÉCURITÉ INTÉRIÈRE DE L'ÉTAT SELON LES AUTORITÉS DE BRAZZAVILLE ?

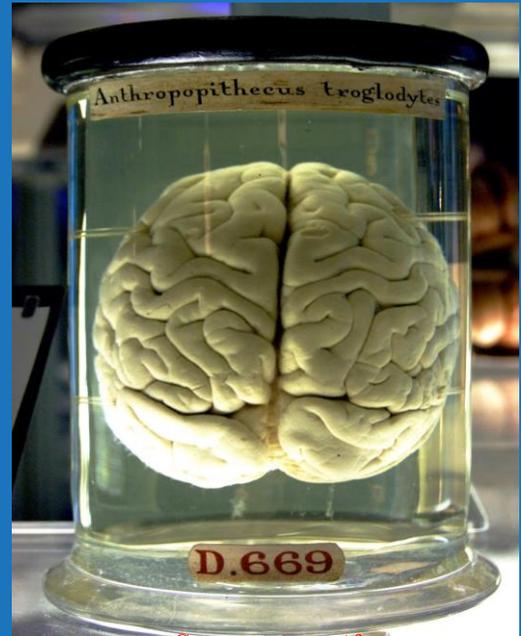
Q

- 1-UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS QUI DÉNONCE LES VIOLATIONS DES DROITS FONDAMENTAUX ;
- 2-UN ACTIVISTE PRO DÉMOCRATIE ;
- 3-UN JOURNALISTE QUI CRITIQUE LE RÉGIME EN PLACE
- 4-TOUT INDIVIDU QUI DÉNONCE LES DÉRIVES AUTORITAIRES DU RÉGIME EN PLACE.

LIBÉREZ LE DR. ALEX ET CHRIST DONGUI !

CAO CENTRE D'ACTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT
www.cao-cg.org

BLA



Cerveau inactif

Aucune réforme politique et/ou sociale avantageant les citoyens n'a été prise. Ceux-là même qui devraient résoudre nos soucis et nous garantir le bien-être avalisent nos problèmes. C'est vraiment naïf de penser que les dirigeants actuels qui ont atteints la ménopause puisse changer les choses pour nous. La conscience collective se trouve être prise en otage. Le seul bulletin dans l'urne dans les formes actuelles d'organisation des élections n'est plus la voie à privilégier. Dans cette quête pour l'alternance démocratique, la question essentielle qui doit préoccuper est celle de savoir comment sécuriser le suffrage universel afin de stopper les effets nocifs de la ménopause politique qui a atteint nos dirigeants ?

Deux activistes arbitrairement maintenus en prison

Alexandre Dzabana Ibacka et Christ Dongui, défenseur des droits humains et activiste pro-démocratie sont toujours en prison, à Brazzaville, en raison de leur opinion. Ils sont accusés d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat. Le porte-parole du Gouvernement indiquait que les services de renseignements étaient en possession des preuves accablantes indiquant que le Dr. Alexandre Dzabana Ibacka était en intelligence avec l'extérieur pour empêcher les élections de mars 2021 et renverser les institutions en place. Aucune preuve n'a été présentée. Un dossier vide de sens.

Visite à Goma tsé-tsé, une localité complètement oubliée



Hôpital de Goma tsé-tsé

Au mois de mai 2021, une équipe du Centre d'Actions pour le Développement (CAD) a réalisé une mission de monitoring à Goma tsé-tsé, un district du Département du Pool abandonné, qui n'a plus quasiment d'infrastructures du fait des guerres répétitives dont la plus récente remonte d'avril 2016 à décembre 2017.

Lors des derniers événements à Goma tsé-tsé, plus de 700 ménages ont été détruits. Une situation qui a provoqué un exode massif et forcé des populations en ville (Brazzaville). La promesse de reconstruire les logements tarde à se concrétiser 5 ans après les rafles. Aucune activité économique viable n'est possible à Goma tsé-tsé. Le centre de santé réhabilité manque de tout, privant ainsi plus de 400 habitants des soins appropriés. On y trouve à peine un agent de santé titulaire. La localité est dans le noir total. L'accès à l'eau reste aléatoire. Les autorités locales ont déserté.

Karles

Les libertés en question

La justice, gardienne des libertés fondamentales est aux mains des politiques. Le déni de démocratie est flagrant. Les citoyens sont exposés en cas d'usage de leurs libertés d'expression et/ou de manifestation. Toutefois, cette réalité doit être considérée comme un motif d'engagement supplémentaire pour sauver ce qui peut l'être encore et continuer à exiger l'amélioration de la situation. Les citoyens, les acteurs sociaux et politiques n'ont

pas d'autres choix que de continuer à militer. Car, les grands changements positifs dans l'histoire des sociétés ont été le fruit des luttes. Aucun système ou modèle politique ne suffit pour transformer un pays. La qualité des responsables est essentielle.

Il nous faut des hommes et des femmes honorables, soucieux du changement pour donner force à la loi et aux institutions. L'état des libertés s'apprécie avec la qualité de la justice. L'homme politique cherchera toujours à instrumentaliser la justice mais il revient aux juges de faire leur travail en toute indépendance, de faire preuve de probité morale et d'intégrité. Le souci de faire carrière, de vite être promu tue la justice aujourd'hui. La question des libertés ne sera florissante qu'avec des dirigeants, des juges esclaves de la loi et de l'intérêt général. Il faut savoir marquer l'histoire de son pays dans le bon sens.

La ménopause

Deux activistes maintenus en prison

Visite à Goma Tsé-Tsé, une localité complètement abandonnée et les droits existentiels menacés

Les libertés en question

58, rue Nkounkou Auguste, ex télé-congo
(arrêt de bus Boulangerie, route de la Gascogne)

+ (242) 06 994 96 50 / 06 607 20 25

cadev.cg@gmail.com www.cad-cg.org

 @242cad  Cad Congo

